

Comment lutter contre les plans sociaux, les délocalisations et les fermetures ?

L'exemple du Venezuela

Le 29 mai, nous avons rejeté le capitalisme dans le texte. Mais dans les faits, le capitalisme est toujours là, et sombre dans l'une des plus graves crises de son histoire. C'est pourquoi la régression sociale s'intensifie. De Villepin poursuit la politique rétrograde de Raffarin. En même temps, le pays est frappé par une avalanche de délocalisations, de plans sociaux et de fermetures d'entreprises, auxquelles s'ajoute les privatisations. Le cas de la SNCM illustre bien la monstrueuse hypocrisie du gouvernement en ce qui concerne la « lutte contre le chômage ».

Dans ce contexte, nos revendications doivent être à la hauteur des problèmes qui se posent. Face à un projet de fermeture, un plan social ou une délocalisation, la recherche d'un « reprendreur » n'est pas une solution. Le plus souvent, les reprendreurs capitalistes commencent par supprimer des emplois et remettre en cause les salaires et les conditions de travail.

Quelle est l'alternative ? La réponse nous est donnée par des travailleurs du Venezuela. Dans ce pays en pleine révolution, les salariés d'entreprises fermées par leurs propriétaires ont obtenu la nationalisation, sous le contrôle et la gestion démocratique des salariés, de leur outil de travail. Dans la foulée des premières expropriations de ce type, le gouvernement d'Hugo Chavez a dressé une liste de centaines d'entreprises qui, pour les mêmes raisons, pourraient faire l'objet d'une nationalisation.

Les travailleurs d'une entreprise menacée de fermeture peuvent protester, lancer une pétition, manifester, faire grève - le dernier mot n'en reste pas moins aux propriétaires de l'entreprise. C'est parce qu'ils possèdent l'entreprise qu'ils peuvent décider de la fermer ou de la délocaliser. On ne peut les empêcher qu'en arrachant l'outil productif de leurs mains et en le plaçant sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs eux-mêmes.

Cette revendication doit retrouver sa place centrale dans la plate-forme des organisations syndicales. La seule alternative aux immenses dégâts sociaux du système capitaliste, c'est la nationalisation et la planification démocratique des principaux leviers de l'économie. Une économie socialiste permettra d'en finir avec le chômage de masse, la précarité et toutes les formes de misère que génère le capitalisme.

Retrouvez plus d'informations au sujet du Venezuela sur le site internet de La Riposte

www.lariposte.com

La Riposte

Comment lutter contre les plans sociaux, les délocalisations et les fermetures ?

L'exemple du Venezuela

Le 29 mai, nous avons rejeté le capitalisme dans le texte. Mais dans les faits, le capitalisme est toujours là, et sombre dans l'une des plus graves crises de son histoire. C'est pourquoi la régression sociale s'intensifie. De Villepin poursuit la politique rétrograde de Raffarin. En même temps, le pays est frappé par une avalanche de délocalisations, de plans sociaux et de fermetures d'entreprises, auxquelles s'ajoute les privatisations. Le cas de la SNCM illustre bien la monstrueuse hypocrisie du gouvernement en ce qui concerne la « lutte contre le chômage ».

Dans ce contexte, nos revendications doivent être à la hauteur des problèmes qui se posent. Face à un projet de fermeture, un plan social ou une délocalisation, la recherche d'un « reprendreur » n'est pas une solution. Le plus souvent, les reprendreurs capitalistes commencent par supprimer des emplois et remettre en cause les salaires et les conditions de travail.

Quelle est l'alternative ? La réponse nous est donnée par des travailleurs du Venezuela. Dans ce pays en pleine révolution, les salariés d'entreprises fermées par leurs propriétaires ont obtenu la nationalisation, sous le contrôle et la gestion démocratique des salariés, de leur outil de travail. Dans la foulée des premières expropriations de ce type, le gouvernement d'Hugo Chavez a dressé une liste de centaines d'entreprises qui, pour les mêmes raisons, pourraient faire l'objet d'une nationalisation.

Les travailleurs d'une entreprise menacée de fermeture peuvent protester, lancer une pétition, manifester, faire grève - le dernier mot n'en reste pas moins aux propriétaires de l'entreprise. C'est parce qu'ils possèdent l'entreprise qu'ils peuvent décider de la fermer ou de la délocaliser. On ne peut les empêcher qu'en arrachant l'outil productif de leurs mains et en le plaçant sous le contrôle et la gestion démocratique des travailleurs eux-mêmes.

Cette revendication doit retrouver sa place centrale dans la plate-forme des organisations syndicales. La seule alternative aux immenses dégâts sociaux du système capitaliste, c'est la nationalisation et la planification démocratique des principaux leviers de l'économie. Une économie socialiste permettra d'en finir avec le chômage de masse, la précarité et toutes les formes de misère que génère le capitalisme.

Retrouvez plus d'informations au sujet du Venezuela sur le site internet de La Riposte

www.lariposte.com

La Riposte